



**Politique économique et budgétaire :
Martin-Backes - les Thénardier de la politique calédonienne –
sont disqualifiés pour donner des leçons.**

Alors que la Nouvelle-Calédonie traverse une crise du nickel sans précédent depuis 2015, impactant fortement l'économie calédonienne et la fragilisant,

Alors que les Calédoniens ont besoin d'être rassurés sur le devenir de la Nouvelle-Calédonie à 10 mois du référendum,

Le groupe Martin-Backes - dans sa volonté d'apparaître comme des chefs de guerre - se singularise par des prises de position et des déclarations outrancières qui ne sont pas à la hauteur des enjeux ni du sens des responsabilités qu'attendent les Calédoniens de leurs élus.

De qui se moque-t-il ?

La gestion des affaires du pays par le gouvernement Martin-Backes (2011/2014) a fragilisé durablement la Nouvelle-Calédonie. Il a fallu trois années d'un travail incessant et des efforts financiers colossaux - engagés par Thierry Cornaille, poursuivis par Philippe Dunoyer et aujourd'hui Nicolas Metzdorf - pour sortir la Nouvelle-Calédonie de l'impasse économique et budgétaire dans laquelle le gouvernement Martin-Backes a fourvoyé le pays.

De 2011 à 2014, ils ont creusé les déficits du budget de la Nouvelle-Calédonie, des régimes sociaux et du Ruamm dans des proportions vertigineuses, pendant qu'ils augmentaient les dépenses de la Nouvelle-Calédonie de 40 à 57 milliards de francs....

En janvier 2013, le gouvernement Martin reconnaissait lui même que « *l'ensemble de ces quatre régimes, minimum vieillesse, handicap et dépendance, allocations familiales de solidarité et Ruamm seront tous en très grande difficulté dès 2014* » ! (Questions orales au gouvernement)

Mais, contrairement à ce qu'il annonçait : « *gouverner, c'est prévoir ! (...) Le gouvernement vous proposera les résultats de sa réflexion et je mets dès aujourd'hui en garde ceux qui seraient tentés d'en faire une exploitation partisane et électorale consistant à réclamer plus de mesures sociales tout en refusant par la suite de voter les recettes dédiées. Ceux-là prennent le risque de décrédibiliser la fonction d'élu et de provoquer la faillite de ces quatre régimes dès 2014* », le gouvernement Martin-Backes n'a rien fait, et laissé les comptes sociaux et le Ruamm plombés par un déficit cumulé de 14 milliards !

Quant à la situation financière de la Nouvelle-Calédonie, la Chambre territoriale des comptes dressait ce constat sans nuance : « *les indicateurs parmi les plus importants de sa situation financière, notamment le résultat cumulé du compte administratif, sont biaisés et la transparence et la fiabilité de ses comptes sont affectées* ». (Rapport d'observations de la Chambre des Comptes)

Cette gestion dispendieuse des affaires du pays, sans perspective ni anticipation, disqualifie le groupe Martin-Backes. Pourtant, à la veille de l'examen du budget primitif 2018 de la Nouvelle-Calédonie, il fait encore assaut de démagogie. Ainsi :

- Il réclame des actions fortes contre la surconsommation d'alcool, mais s'oppose au plan global proposé par le gouvernement ;
- Il réclame des mesures d'équilibre du Ruamm, mais ne vote pas la taxe sur l'alcool et le tabac qui doit aider à résorber le déficit du régime ;
- Il exige des mesures de soutien à l'économie, mais s'oppose au prélèvement à l'OPT de la part d'autofinancement nécessaire au maintien des investissements (10 milliards) de la Nouvelle-Calédonie.

Ces postures, que Calédonie Ensemble dénonce, ne doivent pas masquer l'action énergique du gouvernement qui depuis quatre ans, dans un contexte économique et budgétaire extrêmement difficile, a réduit la dépense publique de 57 à 37,5 milliards, tout en parvenant à maintenir les politiques publiques en faveur des Calédoniens.